

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22076 - 82ÈME ANNÉE

## La France a une dette à payer aux Réunionnais

### L'ONU ouvre la voie aux réparations de l'esclavage : une victoire historique pour les peuples descendants des victimes, donc les Réunionnais

L'ONU a adopté une résolution historique qualifiant la traite négrière et l'esclavage des Africains de « plus grave crime contre l'humanité » et appelant à des réparations. Pour La Réunion, cette décision est majeure : les séquelles de l'esclavage et du colonialisme demeurent visibles dans les inégalités, le foncier et la dépendance économique. Les réparations exigent justice historique, reconnaissance des crimes, investissements et remise en cause des structures héritées de l'esclavage.

Le 25 mars 2026 restera comme une date majeure dans la longue lutte pour la vérité, la justice et la réparation. Ce jour-là, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution A/RES/80/250, intitulée « Déclaration portant qualification de la traite des Africains réduits en esclavage et de l'esclavage racialisé des Africains de plus grave crime contre l'humanité ». Le texte a été approuvé par 123 États, malgré l'opposition de l'Argentine, d'Israël et des États-Unis, tandis que 52 pays, dont la France et plusieurs membres de l'Union européenne, ont choisi l'abstention. Cette résolution est une avancée historique. Elle reconnaît que la traite négrière et l'esclavage colonial ne sont pas seulement des tragédies du passé, mais des crimes dont les conséquences continuent de peser sur les sociétés contemporaines à travers le racisme structurel, les inégalités économiques et les discriminations systémiques comme à La Réunion. Elle affirme également la nécessité de réparations pour les torts historiques causés par ces crimes.

#### Indemnisation pour les descendants des victimes

Dans les semaines précédant le vote, le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, avait multiplié les appels à la conscience des États membres. Au nom de l'Afrique, il avait exhorté les Nations Unies à reconnaître pleinement l'ampleur de l'une des plus grandes tragédies de l'histoire humaine. Son appel a été entendu



par une large majorité de pays.

La résolution demande notamment des excuses officielles et sans réserve, des mesures de restitution, d'indemnisation, de réadaptation et de satisfaction pour les descendants des victimes. Elle préconise également des garanties de non-répétition ainsi que la révision des lois, des politiques publiques et des programmes afin de combattre efficacement le racisme et les discriminations hérités de l'ordre colonial.

#### Enthousiasme en Afrique et Caraïbe, mais à La Réunion ?

L'enthousiasme a été immédiat au sein de l'Union africaine, à l'origine du texte, ainsi que dans les États de la Caraïbe regroupés au sein de la CARICOM, engagés depuis plusieurs années dans la revendication de réparations. À l'inverse, les anciennes puissances coloniales occidentales dont la France qui administre La Réunion, ont souvent préféré l'embarras aux engagements concrets. Les pays de l'Union européenne ont justifié leur abstention par des arguments juridiques, tandis que les États-Unis ont rejeté le principe même de réparations pour les crimes historiques de l'esclavage.

## La Russie prête à aider les victimes

Pourtant, la question ne disparaîtra pas. La veille du vote, la directrice de l'Institut d'études africaines de l'Académie des sciences de Russie, Irina Abramova, déclarait que la Russie était prête à aider les pays africains à évaluer le montant des réparations dues par les anciennes puissances coloniales pour les crimes commis durant la traite négrière et la colonisation.

Pour les peuples issus de l'esclavage dont le peuple réunionnais, cette résolution représente bien davantage qu'un texte diplomatique. Elle constitue une reconnaissance internationale des souffrances endurées pendant plus de quatre siècles, lorsque des millions d'Africains furent arrachés à leur terre, déportés, réduits en esclavage et exploités dans les colonies.

## La Réunion directement concernée

Cette revendication concerne directement La Réunion. Car ici, les conséquences de l'esclavage et du colonialisme sont toujours visibles. Elles sont dans les profondes inégalités sociales, dans le chômage de masse qui frappe une partie importante de la population, dans la concentration du patrimoine héritée du système des plantations et dans une dépendance économique organisée au bénéfice d'intérêts extérieurs. Elles se retrouvent également dans les mémoires blessées, dans les langues et les cultures longtemps méprisées, dans une histoire trop souvent racontée du seul point de vue des maîtres et des colonisateurs.

La Réunion est née de l'esclavage colonial. Pendant plus de deux siècles, des femmes, des hommes et des enfants furent déportés notamment de Madagascar, du Mozambique et d'Afrique de l'Est pour enrichir une économie fondée sur des cultures exportées en France et le travail forcé. Les richesses produites ici ont contribué à l'accumulation de capitaux en France, tandis que les descendants des esclaves héritaient de la pauvreté, des discriminations et des inégalités structurelles.

Les réparations ne sauraient être réduites à la seule question financière. Elles signifient d'abord justice historique. Elles impliquent la reconnaissance pleine et entière des crimes de l'esclavage et de la colonisation, un investissement massif dans l'éducation, la recherche, la transmission de l'histoire et la valorisation de la culture réunionnaise. Elles supposent également un véritable ré-

équilibrage des relations économiques héritées du système colonial afin de permettre un développement fondé sur les besoins de la population réunionnaise.

## Nous sommes des descendants d'esclaves malgaches et africains

Notre île ne peut rester spectatrice du mouvement historique engagé à l'ONU. Nous faisons partie intégrante de cette histoire. Nous sommes les descendants de femmes et d'hommes arrachés à l'Afrique pour enrichir un système colonial fondé sur l'exploitation humaine. Le vote de l'Assemblée générale vient renforcer la légitimité des revendications portées depuis des décennies par de nombreuses organisations africaines, caribéennes et réunionnaises dont le PCR.

L'association Colonialism Reparation salue cette victoire historique et partage l'appel du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en faveur d'actions concrètes pour éliminer le racisme systémique, mettre en œuvre une véritable justice réparatrice et accélérer un développement réellement inclusif.

## Le temps d'agir pour les institutions locales

Le temps est venu pour les élus réunionnais, les institutions de notre île et l'ensemble des forces vives de la société d'exiger que la France cesse de se réfugier derrière des arguments juridiques et soutienne pleinement ce processus international de justice réparatrice. Car il ne s'agit pas de rouvrir des blessures : elles ne se sont jamais refermées. La résolution adoptée par l'ONU ouvre une nouvelle étape. Aux peuples concernés de s'en saisir pour transformer la reconnaissance des crimes du passé en actes de justice pour le présent et l'avenir.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Malgré les milliards de la France et de l'UE

# Bus électriques : Maurice et Madagascar avancent, La Réunion toujours plus en retard

Alors que Madagascar a lancé en 2025 une ligne de bus électriques connectée au téléphérique d'Antananarivo et que Maurice exploite déjà 90 des 100 autobus électriques de sa compagnie nationale, La Réunion reste à la traîne avec un seul bus électrique en service sur le réseau Citalis. Pourtant largement soutenue par les financements de l'État et de l'Union européenne, l'île continue d'investir dans des bus utilisant des carburants importés, coûteux et polluants, s'enfonçant dans le sous-développement.

Pendant que les pays voisins multiplient les initiatives pour moderniser leurs transports publics et réduire leur dépendance aux énergies fossiles, La Réunion continue d'accumuler les retards. Le contraste est d'autant plus frappant que notre île bénéficie chaque année de moyens financiers considérables provenant de l'État français et de l'Union européenne.

### Maurice rejoint Madagascar

En 2025, Madagascar a franchi une nouvelle étape avec la mise en service d'une ligne de bus électriques reliant l'aéroport international d'Ivato à la gare tête de ligne Orange du téléphérique d'Antananarivo. Un choix logique : des véhicules chinois moins coûteux à l'achat que leurs équivalents européens, peu gourmands en énergie et adaptés aux besoins d'une mobilité moderne.

Aujourd'hui, c'est Maurice qui accélère. Le ministre du Transport, Osman Mahomed, a annoncé que 90 des 100 autobus électriques acquis par la Corporation Nationale de Transport (CNT) circulent déjà sur les routes mauriciennes. Leur déploiement progressif démontre qu'une transition vers des transports collectifs propres est possible dans notre région, y compris pour des territoires insulaires confrontés aux mêmes contraintes d'importation énergétique.

### Le retard de La Réunion

Face à ces avancées, le bilan réunionnais apparaît particulièrement préoccupant. Sur le réseau Citalis de la CINOR, un seul bus électrique assure actuellement un service régulier. Un véhicule acheté à un

prix nettement supérieur à celui des autobus déployés à Madagascar ou à Maurice, en raison notamment de sa fabrication européenne. Résultat : beaucoup d'argent public dépensé pour un impact très limité.

Plus inquiétant encore, la dernière commande importante réalisée à La Réunion a concerné près d'une centaine d'autobus fonctionnant avec des carburants importés. Ces véhicules resteront dépendants de ressources coûteuses et polluantes. Dans quelques années, ils devront être remplacés pour satisfaire aux normes européennes et à une culture du gaspillage. Des solutions électriques éprouvées existent déjà à proximité immédiate de notre pays, mais La Réunion préfère regarder ailleurs vers les lointains pays d'outre-mer en Europe, car le complexe de supériorité a la vie dure : « Madagascar et Maurice sont des pays pauvres, la France est riche et les Réunionnais sont des Français ».

### Pourtant l'argent est là

Comment expliquer qu'une île bénéficiant de milliards d'euros de transferts publics et de financements européens fasse moins bien que les autres îles africaines de l'océan Indien ? Pourquoi les choix effectués privilégient-ils encore des technologies dépendantes des importations d'hydrocarbures alors que l'urgence climatique et la hausse du coût de l'énergie imposent une autre voie ?

Alors que Madagascar et Maurice démontrent qu'une transition rapide vers des transports collectifs propres est possible, La Réunion risque de rester le symbole d'une occasion manquée. Les moyens financiers existent. Ce qui manque encore, c'est une véritable volonté politique de les mettre au service d'un développement durable répondant aux besoins de la population réunionnaise.

**M.M.**

# Oté

## Problèm avèk la rass sansa la koulèr d'moune

Mézami, mi koné pa pou zot, mé pou mwin kan mi ékri in léspression kréol mi méfyé tanssion pangar san vouloir mi di in kozman rassis pars dann nout lang konm dan tout lang sa sé in n'afèr i mank pa... Néna inn-dé foi, san fèr éksopré, in kozman rassis i pass dann mon léspri. Alor, konm bonpé dmoune, mi éfass sak mwin la fine ékrir. Normal i sava pa shoke demoune konmsa.. Pars sépa si zot la romarké lo blan sé la kalité é lo noir sé lo défo dann bann kozman franssé donk i fo méfyé kan wi ékri sirtou dann in zoinal konm Témoignages i konbate lo rassism dopi son néssans.

Défoi laba dan La frans sansa l'érop kan néna bann gran manifèstassion dann léspor sansa dann d'ote éspéktak lé pa rar demoune i fé in zèss rassis konm pou gaskone in sportif koulèr fonssé in pé i émite lo kriyé bann sinz, sansa i di éksopré in kozman rassis. Lé vré koméla sé dé shoz bann zofissyèl i konbate avèk fors mèm ziska arète in gran match tazantan, mèm défann bann rassis rante dann tribine.

Dsi Rényon promyèr avan-yèr soir l'avé in sobatkoz dsi la loi Taubira-in sobatkoz bien intéréssan — mé wala k'in listorien — zéograf, i di kékshoz li la lir dann zoinal le monde néna in bouté tan. Christiane Taubira i ariv dann in vil an frans é in jenn fiye l'aprè plish in banane é wala kossa èl i di : « Pou kissa la zoli banane ? Pou la guenon » é èl i prezante lo frui la miniss dann tan. Antouléka lo zèss rassiss lété bien la mé i paré demoune la pa tro réazi kont in zèss konmsa.\*

Aprés bann sobatkozèr-kozèz la fé bonpé komantèr é an parmi inn pou dir dann l'érop demoune néna ankor in problèm avèk la koulèr sansa la rass demoune... Plizyèr pèrsone la di la mèm shoz. Mé la di issi la Rényon nou la fine règ nout problèm avèk la koulèr d'moune... Mwin pèrsônèlman mi viv dopi lontan é si mi kondstate nou rényoné nou la fine fé progré dann la lite kont lo rassism, mi panss pa nou la fine sold nout problèm san pour san. Mi panss néna a fèr ankor. Biensir sak i fé ankor laba dann l'érop mi kroi pa ni fré ankor issi mé sa i anpèsh pa nou kontinyé léfor.

A bon antandèr salu !

\*mi di azot konm mwin la antann.

*Justin*